



# MINISTÈRE DES ARMÉES

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

2	0	8	0				0	0	4	7	0	9	7	4	1
---	---	---	---	--	--	--	---	---	---	---	---	---	---	---	---

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

( C C A P )

#### Maître de l'ouvrage

ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

#### Conducteur d'opération

Direction d'infrastructure de la défense de Fort-de-France

#### Objet du marché

MARTINIQUE (972) – Fort-de-France – Morne Desaix – Bâtiment 034 –  
Aménagement d'un espace d'instruction collectif au bâtiment 034

#### Remise des offres

Date limite de réception : le **vendredi 5 juin 2020**

Heure limite de réception : **12h00** (heure locale)  
**18h00** (heure métropole)

**SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du marché	4
1.2 Décomposition en tranches et en lots	4
1.3 Travaux intéressant les armées - Obligation de discrétion	4
1.4 Contrôle des prix de revient	5
1.5 Maîtrise d'œuvre	5
1.6 Contrôle technique (dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978)	5
1.7 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	5
<b>ARTICLE 2. PIECES DU MARCHE</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>6</b>
3.1 Répartition des paiements	6
3.2. Tranche optionnelle et indemnités de dédit	6
3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	6
3.4. Variation dans les prix	8
3.5. Paiement des co-traitants et des sous-traitants	9
3.6. Délai global de paiement	9
3.7. Intérêts moratoires	9
<b>ARTICLE 4. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES</b>	<b>10</b>
4.1. Délai(s) d'exécution des travaux	10
4.2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution	10
4.3. Pénalités pour retard et retenues	10
4.4. Pénalité pour travail dissimulé	10
4.5. Pénalités diverses	11
4.6. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	11
4.7. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution	11
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT DE SURETE</b>	<b>11</b>
5.1 Retenue de garantie	11
5.2 Avance	11
<b>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS</b>	<b>11</b>
6.1. Provenance des matériaux et produits	11
6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	12
6.3. Caractéristiques, qualités, vérification, essais et épreuves des matériaux et produits	12
6.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage	12
<b>ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES</b>	<b>12</b>
7.1. Piquetage général	12
7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	12
<b>ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<b>12</b>
8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	12
8.2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail	13
8.3. Echantillons – notices techniques – PV d'agrément	13
8.4. Emploi d'explosifs et travaux d'électricité	13
8.5. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	13
8.6. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	13
8.7. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé	15
8.8. Modification du marché	15
8.9. Résiliation du marché	15

8.10 Certificat de la bonne exécution de marché (CBEM) .....	15
<b>ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX .....</b>	<b>15</b>
9.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	15
9.2. Réception.....	15
9.3. Documents fournis après réception .....	15
9.4. Délai de garantie.....	16
9.5. Garanties particulières .....	16
9.6. Assurances.....	16
9.7. Dispositions particulières concernant la sécurité et la protection de la santé.....	16
<b>ARTICLE 10. DIFFERENDS ET LITIGES - VOIES DE RECOURS .....</b>	<b>16</b>
10.1. Différends et litiges .....	16
10.2. Voie de recours.....	16
10.3 Règlement amiable des litiges et des différends.....	16
<b>ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>17</b>



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### **ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES**

#### **1.1 Objet du marché**

La présente consultation a pour objet le réaménagement des anciennes cuisines du bâtiment 034 afin d'y créer un espace d'instruction collectif situé au Morne Desaix à Fort de France.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Codes CPV : 45453000-7 Travaux de remise en état et de remise à neuf  
GM : 36.02.02 Travaux de rénovation, remise en état.

#### **1.2 Décomposition en tranches et en lots**

Les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ne sont pas décomposés en lots mais en sections techniques décomposées comme suit :

- ST n°1 : Gros œuvre
- ST n°2 : Revêtement de sols
- ST n°3 : Electricité – Climatisation
- ST n°4 : Menuiseries
- ST n°5 : Peintures.

#### **1.3 Travaux intéressant les armées - Obligation de discrétion**

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent les armées ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG travaux.

#### **Consignes particulières et sujétions d'accès au site :**

##### **A/ contrôle nominatif**

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit être complétée pour chaque personnel par une photocopie lisible recto verso de la carte d'identité pour les membres de la communauté européenne ou celle de la carte de séjour pour les ouvriers étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D.1221-23 du Code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de sa liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis à vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

##### **B/ contrôle d'accès**

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité pour les membres de la communauté européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

##### **C/ Horaires de travail particuliers**

Le titulaire devra respecter les horaires suivants :

Du lundi et mardi de 07h30 à 16h00

Du mercredi au vendredi de 07h30 à 12h00

Hors de ces horaires, l'entreprise effectuera une demande au détachement du service infrastructure qui préviendra le commandant de la brigade des interventions concernées.

#### **1.4 Contrôle des prix de revient**

Sans objet.

#### **1.5 Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'Etat – Direction d'infrastructure de la défense de Fort-de-France représenté par le **chef de division de projet**.

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission (sur projet) comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance au maître d'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement. Cette mission est sans études d'exécution des ouvrages. Le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) est à la charge des entreprises.

#### **1.6 Contrôle technique (dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978)**

Sans objet.

#### **1.7 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé**

Sans objet

### **ARTICLE 2. PIÈCES DU MARCHÉ**

#### **A – Les pièces constitutives du marché sont indiquées ci-après :**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par ordre de priorité décroissant. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles. L'exemplaire original de ces pièces est conservé dans les archives du maître d'ouvrage et fait seul foi.

- L'**acte d'engagement** ou le formulaire ATTRI 1 et ses annexes éventuelles indiquant la nature et le **montant des prestations données en sous-traitance établis postérieurement à la notification du marché**, à compléter sans porter des modifications, tamponner, dater et signer.

- **La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;**

- Le **cahier des clauses administratives et particulières (CCAP)** et ses annexes :

- L'instruction **n° 300611/DEF/DFP/PER/5** relative à certaines dispositions de prévention applicables aux opérations de bâtiment ou de génie civil effectuées dans un organisme du ministère de la défense du 16 mars 1998,
- L'annexe jointe concernant le projet de décompte.

- Le **cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** et ses **annexes** :

- Un mémoire technique
- Un (1) plan
- Un diagnostic amiante

- Le **cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.)** applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 08 septembre 2009,

- Les **fascicules du cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.)** applicables aux marchés publics de travaux,

- Le **cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU)** énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du ministère chargé de l'économie et des finances.



**B – Pièces délivrées à l'entrepreneur**

Les pièces suivantes sont délivrées sans frais en application à l'article 4.2 du C.C.A.G. travaux :

- à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, les pièces particulières constituant le marché,
- sur leur demande, à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, aux éventuels cotraitants et sous-traitants payés directement, les pièces nécessaires pour le nantissement ou la cession de leurs créances.

**C – Documents notifiés en cours d'exécution du marché**

- **Les ordres de service (OS) :** les OS peuvent être notifiés par courriel. Conformément à l'article 3.8.1 du CCAG/Travaux, le titulaire destinataire du courriel devra impérativement accuser réception par retour de mail.

- **Les déclarations de sous-traitance (DC4) et avenants :** ces documents sont signés électroniquement par les différentes parties (titulaire, sous-traitant, représentant du pouvoir adjudicateur) puis notifiés par la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

**ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES****3.1 Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses éventuels sous-traitants déclarés à la signature du contrat. La signature du projet de décompte vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte-tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

**3.2. Tranche optionnelle et indemnités de dédit**

Sans objet.

**3.2.1 Délai limite de notification**

Sans objet.

**3.2.2 Indemnités de dédit**

Sans objet.

**3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes****3-3.1 Contenu des prix****Les prix du marché sont hors TVA.**

Ils sont établis :

- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites suivantes, sous réserves que la nature des travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent pas se dérouler et que ceux-ci soient au contact direct des intempéries :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vent	30 m/sec	Pointes
Pluie	52 mm/jour	Pluie répétitive sur une période de 7 jours consécutifs avec une hauteur cumulée de précipitations supérieure ou égale à 100 mm durant cette période
Température	Supérieure ou égale à +33° C	10 jours consécutifs ou avis technique de mise en œuvre

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : **station météo du Lamentin (97232)**

- l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux seront exécutés ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurités particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux objets du présent marché et les activités de l'organisme utilisateur du ministère des armées.

**3-3.2.** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par **prix global et forfaitaire**.

**3-3.3.** Les modalités de règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Avant la fin de chaque mois, le projet de décompte ou la facture sont adressés au maître d'ouvrage conformément au modèle joint au dossier de consultation ou remis lors de la première réunion de chantier. Les informations listées ci-dessous figureront obligatoirement sur le projet de décompte ou la facture **sous peine de rejet** :

- numéro de SIRET
- RIB (correspondant à celui mentionné dans l'acte d'engagement)
- numéro d'Engagement Juridique (EJ)
- numéro du service exécutant
- numéro du marché

**Le projet de décompte ou la facture sont déposés sur le portail chorus-pro onglet factures travaux à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Sur le projet de décompte figure :

- le montant des travaux à payer tel qu'arrêté à la fin du mois précédent, ce montant étant établi à partir des « prix de base » figurant dans le marché y compris les rabais ou majorations.

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 13.1 du C.C.A.G./Travaux. Par dérogation aux dispositions des articles 13.2.1 du C.C.A.G./Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur établit et adresse directement à l'entrepreneur l'état d'acompte mensuel par simple lettre et le décompte général par lettre recommandée avec avis de réception postal. Les travaux, objets du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

En application de l'article 13.4.3 du CCAG travaux relatif au décompte général :  
Si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif.

Ce mémoire doit être remis au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 50 du CCAG travaux.

### **3-3.4** Dématérialisation des factures

Conformément aux dispositions réglementaires (ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, arrêté du 9 décembre 2016) relatives au développement de la facturation électronique, la transmission des factures par voie électronique est obligatoire à compter :

- du 1er janvier 2017, pour les grandes entreprises et les personnes publiques ;
- du 1er janvier 2018, pour les entreprises de taille intermédiaire ;



- du 1er janvier 2019, pour les petites et moyennes entreprises ;
- du 1er janvier 2020, pour les microentreprises.

Pendant la période transitoire, le titulaire peut transmettre ses factures par la voie postale. Les coordonnées postales du service facturier figurent sur les bons de commande.

Les factures dématérialisées adressées à la Direction d'infrastructure de la défense de Fort-de-France devront comporter les informations mentionnées dans l'instruction du 22 février 2017 rédigée par le ministère de l'économie et des finances relative au développement de la facturation électronique. Cette instruction a pour objet de préciser les modalités de traitement des factures électroniques reçues et émises conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et à l'arrêté d'application du 9 décembre 2016.

Les factures sont déposées sur le portail sécurisé chorus-pro à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

### 3-3.5 Approvisionnements Sans objet.

### 3.4. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

**3-4.1** Les prix sont **révisibles** suivant les modalités fixées ci-après.

**3-4.2** Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois comprenant la date à laquelle le candidat a établi son offre. Ce mois est appelé « mois zéro ».

**3-4.3.** Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est désigné ci-après :

Index BT	Intitulé de l'index
BT 06	Rénovation entretien TCE

L'index BT publié au Bulletin officiel du ministère en charge du calcul de la valeur des index et consultables sur le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr) et au Moniteur des travaux publics et du bâtiment.

**3.4.4.** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n / I_0)$$

dans laquelle I<sub>0</sub> et I<sub>n</sub> sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché ou du corps d'état concerné respectivement au mois zéro et au mois n. La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Pour l'application de ces dispositions, la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution de la prestation est celle qui est fixée à l'article 4.1 ci-après.

**3.4.5.** La révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué il ne sera procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.



**3.4.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur.

**3.5. Paiement des co-traitants et des sous-traitants****3-5.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration de sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées à l'article R 2143-7 du code de la commande publique (CCP) ou sous le coup d'une interdiction équivalente prononcée dans un autre pays ;

- une attestation sur l'honneur indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du Code du travail.

**3-5.2 Modalités de paiement direct par virements**

Le sous-traitant payé directement adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant, d'autre part au pouvoir adjudicateur ou au maître d'œuvre. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur ou au maître d'œuvre accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 2 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

**3.6. Délai global de paiement**

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le délai global de paiement des acomptes et du solde ne peut excéder 30 jours.

Par dérogation à l'article 13.1.8 du CCAG/Travaux, et conformément à l'article R 2192-17 du CCP, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ du délai de paiement des acomptes.

**3.7. Intérêts moratoires**

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, ou du sous-traitant payé directement, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée. Le taux des intérêts moratoires applicables pour le présent marché est celui de l'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne majoré de huit points.

**ARTICLE 4. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES**

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG/Travaux, il ne peut y avoir d'exonération de pénalités du fait de leur faible montant.

**4.1. Délai(s) d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution des travaux de **cinq (5) mois** débutera à compter de la date fixée par ordre de service.

Il est fixé une période de préparation d'**un (1) mois**. Elle débutera à compter de la date fixée par ordre de service. La période de préparation n'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Dans le délai global sont compris, sauf indication contraire mentionnée à l'article 4.6 ci-après, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

La date de départ du délai global d'exécution sera fixée par un ordre de service qui sera porté à la connaissance de l'entrepreneur titulaire du marché.

**4.2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution**

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 19.2.2 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à **sept (07) jours ouvrables**.

L'entrepreneur dont le chantier est arrêté totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer immédiatement le maître d'œuvre par tout moyen écrit (télécopie, message électronique...)

Les éventuelles décisions de prolongation de délais d'exécution d'un marché ne sont relatives qu'à ce seul marché. Elles ne peuvent pas concerner des travaux réalisés à l'intérieur de locaux mis hors d'eau ou hors d'air. Les journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries.

En vue de l'application éventuelle du 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG/Travaux, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vent	30 m/sec	Pointes
Pluie	50 mm/jour	Par jour

**4.3. Pénalités pour retard et retenues**

4.3.1 En cas de retard sur le délai de la période de préparation, **il sera appliqué** une pénalité journalière de **100,00€ HT**.

4.3.2 Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG Travaux, en cas de **retard dans l'exécution des travaux**, **il sera appliqué** une pénalité journalière de **150,00€ HT**.

**4.4. Pénalité pour travail dissimulé**

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur. Faute de régularisation dans le délai de six mois le marché sera résilié (Cf. à l'article 46 du CCAG/T).



#### **4.5. Pénalités diverses**

4.5.1 Les réunions de chantier sont fixées par le maître d'œuvre. En cas d'**absence ou de retard préjudiciable à une réunion de chantier**, le titulaire encourt une pénalité hors taxes fixée à **100,00 € HT**.

4.5.2 En cas de **non-respect des consignes relatives à la propreté du chantier**, le titulaire encourt une pénalité hors taxes fixée à **100,00 € HT** ou si la situation l'impose un arrêt immédiat du chantier jusqu'à mise en conformité selon le manquement constaté.

#### **4.6. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Les stipulations du CCAG Travaux sont seules applicables.

#### **4.7. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

Pour l'application de l'article 40 du CCAG Travaux, une retenue est opérée sur le dernier acompte dû à l'entrepreneur si les documents à fournir après exécution (DOE complet) ne sont pas remis en totalité par le titulaire au maître d'œuvre dans le délai imparti d'un (1) mois après réception des travaux. Cette retenue est fixée à **1 500,00€ HT** du montant initial du marché.

La retenue est remboursée lorsque les documents manquants sont fournis. Toutefois, si les documents manquants ne sont pas remis au plus tard à la date prévue pour la levée des réserves, cette retenue n'est pas remboursée et devient une pénalité définitive.

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT DE SURETE**

#### **5.1 Retenue de garantie**

Le titulaire du marché est dispensé de constituer une retenue de garantie.

#### **5.2 Avance**

Conformément aux articles R 2191-3 à 5 du CCP, une avance de **5%** est versée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à 2 mois, sauf refus exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement. L'avance est de **20%** du montant initial du marché si l'attributaire est une PME.

Le montant de l'avance est calculé en application des articles R 2191-6 à 10 du CCP.

Le remboursement de l'avance s'impute en application des articles R 2191-11 à 19 du CCP.

### **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

#### **6.1. Provenance des matériaux et produits.**

Par application du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996, il est fait interdiction à l'entrepreneur principal, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quelle qu'en soit la variété. Les cas d'exception temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une « déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et ce en conformité avec les arrêtés du 24 décembre 1996 relatif, pour le premier, au « formulaire de déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et, pour le second, aux « exceptions à l'interdiction de l'amiante ».

En complément de l'article 23 du CCAG/travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'ouvrage avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

**6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

**6.3. Caractéristiques, qualités, vérification, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations éventuelles à apporter aux dispositions du C.C.A.G./Travaux et du C.C.T.G./Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier. Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées sur le chantier par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes. Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché. S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître d'ouvrage. S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par l'application d'un prix de bordereau.

**6.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Sans objet.

**ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES****7.1. Piquetage général**

Sans objet.

**7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Sans objet.

**ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX****8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation d'un (1) mois. Cette période n'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux. Elle commence à courir à compter de l'ordre de service qui en prescrira le commencement.

**Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :**

- par les soins du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre :
    - délivrance des autorisations d'accès comme défini au 1.3 ci-dessus ;
    - désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux.
  - par les soins du titulaire :
    - établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini au 1.3 ci-dessus ;
    - établissement et remise au maître d'œuvre du planning d'exécution des travaux, des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. Travaux.
- Les autres documents prévus au CCTP seront fournis, mais à des dates qui seront précisées, en cours d'exécution, par ordres de service ;
- fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 9.7 ci-après ;



- remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à :

**Ministère de la défense – Contrôle général des armées**  
**Inspection générale du travail dans les armées**  
**60 boulevard du Général Martial Valin – CS 21623- 75509 PARIS Cedex 15**

- établissement d'un plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du C.C.A.G à soumettre au visa du maître d'œuvre qui recueillera l'avis du chef de corps. Cette obligation est applicable à chaque co-traitant et sous-traitant.
- établissement du plan d'installation de chantier et du plan d'hygiène et de sécurité en respectant les mesures prévues dans l'instruction n°300611/DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998, relative aux mesures de prévention concernant les travaux et les prestations de services effectués dans un organisme de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures.
- établissement et présentation si le maître d'œuvre en fait la demande, en prix élémentaires, de la décomposition détaillée du prix forfaitaire, dans les conditions de l'article 10.3.2 du C.C.A.G (cette décomposition ne devra pas modifier les montants partiels figurant à la décomposition fournie avec l'acte d'engagement).

## **8.2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail**

Sans objet

## **8.3. Echantillons – notices techniques – PV d'agrément**

Les échantillons, notices techniques et PV d'agrément seront fournis sur demande du maître d'œuvre.

## **8.4. Emploi d'explosifs et travaux d'électricité**

L'emploi des explosifs est interdit.

Les personnels de l'entreprise utilisant les travaux d'électricité doivent :

- détenir le recueil U.T.E.C. 18-510 lorsqu'ils exercent les fonctions de responsables de consignation de travaux ou d'intervention ;
- être en possession des habilitations annuelles requises délivrées en fonction de leur qualification ;
- procéder à l'affichage des consignes de sécurité propres au lieu d'intervention.

## **8.5. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires, par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

## **8.6. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

**8-6.1.** L'alimentation en énergie (électricité et eau) s'effectuera conformément à l'article 11 des dispositions générales du CCTP.

Facilités mises à la disposition de l'entrepreneur sur le chantier dont il devra tenir compte dans le montant de son offre :

- mise à disposition gracieuse d'emplacements pour installations de chantiers et dépôts provisoires.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution. Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur.

**8-6.2.** Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire :

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'instruction relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de services effectués dans un organisme de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures telles qu'elles figurent dans :

- L'instruction n°300611/DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998 relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de services effectués dans un organisme de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures ;

et s'engage pour ce qui la concerne, à s'y conformer.

- Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

- Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au plan général de coordination.

Il doit par ailleurs donner suite aux décisions prises par le maître de l'ouvrage suite aux observations formulées par le chargé de prévention en phase réalisation.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS se substitue à celui-ci pour exercer les dits pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaires.

Le SPS, en cas d'anomalie constatée, procédera de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite, à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste, à une remarque en réunion de chantier avec mention dans le registre journal en cas d'absence de réaction puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage avec mention dans le registre journal.

- Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Le chantier est soumis aux dispositions de l'instruction n°300611/DEF/DFP/PER/5 du 16 Mars 1998 fournie en annexe.

**8-6.3.** Mise en sécurité du chantier en cas de cyclone

Dès la phase de pré alerte, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires afin de pouvoir procéder à la mise en sécurité du chantier dès le déclenchement de la phase d'alerte. Cette mise en sécurité concernera l'ensemble du chantier et notamment :

- arrimage des installations de chantiers et des éventuels locaux provisoires,
- sécurisation des zones de stockage des matériels et matériaux,
- sécurisation des dépôts provisoires de matériaux et matériels en attente d'évacuation,
- sécurisation des zones de chantier.

**8-6.4.** Mesures de sécurité particulières aux risques d'interférences entre les travaux, objet du présent marché, et les activités de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées.

Le titulaire du marché est informé qu'en cas d'accident d'un personnel de l'organisme utilisateur du Ministère des armées, les personnes suivantes sont à prévenir immédiatement :

- Médecin de prévention du site : CMIA
- pompier : 18 ou 118 ;

**8.6.5** Signalisation des chantiers

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle de l'autorité militaire, et celle dans les zones



intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle du service lui ayant passé la commande.

### **8.7. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Sans objet.

### **8.8. Modification du marché**

Le marché peut être modifié dans les cas mentionnés aux articles R 2194-1 à 10 du CCP.

### **8.9. Résiliation du marché**

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 46 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-3, R 2143-6 à 10 et R 2143-16 du CCP peut entraîner la résiliation du marché par décision du représentant du pouvoir adjudicateur, signataire du marché, aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail conformément à l'article R 2143-8 du CCP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

### **8.10 Certificat de la bonne exécution de marché (CBEM)**

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : (liste non exhaustive)

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat est résilié aux torts du titulaire ;
- .....

## **ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX**

### **9.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages sont prévus au CCTP.

### **9.2. Réception**

Les opérations de réception se dérouleront conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux.

### **9.3. Documents fournis après réception**

Le titulaire remet au maître d'œuvre, le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) conformément à l'article 4.3 du CCTP. Ces documents doivent être remis par le titulaire dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG Travaux.

Le retard ou l'absence de remise de la totalité de ces documents fera l'objet d'une réception sous réserve et entraînera l'application de la retenue fixée à l'article 4.7 du présent CCAP.

Le marché sera soldé à l'expiration du délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur pour la levée des réserves.

#### **9.4. Délai de garantie**

Sans objet.

#### **9.5. Garanties particulières**

Sans objet.

#### **9.6. Assurances**

Conformément aux stipulations de l'article 9 du CCAG/Travaux, le titulaire ou/et les entrepreneurs intervenants doivent :

- justifier qu'ils ont contracté les assurances garantissant leur responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale ;
- justifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'ils sont titulaires de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

#### **9.7. Dispositions particulières concernant la sécurité et la protection de la santé**

Le chantier est soumis aux dispositions de l'instruction n° 30061 I/DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998 relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de services effectués dans un organisme de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures.

### **ARTICLE 10. DIFFERENDS ET LITIGES - VOIES DE RECOURS**

#### **10.1. Différends et litiges**

Les différends et litiges sont réglés conformément aux dispositions de l'article 50 du CCAG/Travaux en vigueur.

#### **10.2. Voie de recours**

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Fort-de-France, 12 rue du citronnier – Plateau Fofu – CS 17103 - 97271  
Schœlcher cedex

TEL : 0596 71 66 67 FAX 0596 63 10 08 Courriel : [greffe.ta-fort-de-France@juradm.fr](mailto:greffe.ta-fort-de-France@juradm.fr)

Délais d'introduction des recours :

- A compter de la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence et avant la signature du marché (référé pré-contractuel, article L. 551-1 du code de justice administrative) ;
- Dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée (recours pour excès de pouvoir, article R. 421-1 du code de justice administrative pouvant être assorti d'une demande de référé suspension, article L. 521-1 du code de justice administrative) ;
- Recours de plein contentieux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont rendues publiques la conclusion du contrat et des modalités de sa conclusion. Ce recours peut être assorti d'une demande de référé suspension article L. 521-1 du code de la justice administrative.

#### **10.3 Règlement amiable des litiges et des différends**

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Une réclamation doit être envoyée par l'opérateur économique titulaire au service acheteur dans les meilleurs délais, ceci sous pli recommandé ou via courriel avec accusé de réception ; elle expose les motifs du désaccord et indique, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Suite à cette demande



C.C.A.P

conformément à l'engagement de service pris par le ministère des armées, le service acheteur est tenue d'y répondre dans les 15 jours sauf si l'affaire nécessite une investigation approfondie. Dans ce cas, le service acheteur est tenu d'émettre une réponse d'attente à l'opérateur économique mentionnant le délai de réponse prévisible. Sauf stipulation contractuelle contraire, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet de la réclamation. Un correspondant dit interlocuteur « entreprises » interne au service acheteur a été désigné pour traiter ce type de demande – Point de contact : [aurelie.celia@intradef.gouv.fr](mailto:aurelie.celia@intradef.gouv.fr). a défaut de résolution du litige ou différend au niveau de cet interlocuteur, l'entreprise peut saisir la mission ministérielle PME – Point de contact : [missionministérielle.pme@defense.gouv.fr](mailto:missionministérielle.pme@defense.gouv.fr).

Hors cette médiation interne au ministère des armées, l'opérateur économique ou la personne publique peut demander à ce que les litiges et les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) compétent. Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Le comité consultatif de règlement amiable compétent à lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable e équitable. Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

## ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du C.C.A.G et du code des marchés publics.

- Article 2	du CCAP déroge	à l'article	4.1 du CCAG Travaux
- Article 3.3.3	du CCAP déroge	à l'article	13.2.1 du CCAG Travaux
- Article 3.6	du CCAP déroge	à l'article	13.1.8 du CCAG Travaux
- Article 4	du CCAP déroge	à l'article	20.4 du CCAG Travaux
- Article 4.3.1.2	du CCAP déroge	à l'article	20.1 du CCAG Travaux
- Article 8.1	du CCAP déroge	à l'article	28.1 du CCAG Travaux
- Article 9.2	du CCAP déroge	à l'article	40 du CCAG Travaux
- Dérogation aux articles 13.3 et 13.4 du CCAG Travaux apportée par l'annexe 1 jointe au présent CCAP.			

A Fort de France, le 07-05-2020  
Le représentant du pouvoir adjudicateur

**IC1 Jean-Yves BOYER**  
Directeur d'Infrastructure de la Défense  
de Fort-de-France

général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 50.1.1.

DG.3. A compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, selon les modalités fixées par l'article DG.4, ce document devient décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

DG.4. Dans un délai de trente jours compté à partir de la notification du décompte général, le titulaire renvoie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, le décompte général revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché et la date de la notification de l'acceptation du décompte général par le titulaire constitue le départ du délai de paiement

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant du pouvoir adjudicateur règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 50 du présent CCAG.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

DG.5. Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au représentant du pouvoir adjudicateur, dans le délai de trente jours fixé à l'article DG4, ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article D.1.1, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.